

CONFLITS SOCIAUX

Le secteur des assurances paralysé aujourd'hui

Sauf rebondissement de dernière minute, la grève des travailleurs des assurances paralysera aujourd'hui toutes les sociétés publiques du secteur. La menace est brandie depuis quelques jours par les cadres syndicaux du secteur des assurances affiliés à la Fédération nationale des travailleurs des banques et assurances (UGTA).

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - La menace des conseils syndicaux des entreprises du secteur des assurances ne semble pas avoir rencontré d'écho auprès des gestionnaires des sociétés de la branche concernée.

A l'origine de cette montée au créneau des représentants des travailleurs, le «refus des gestionnaires de donner une suite favorable à la plate-forme de revendications transmise à l'employeur», en l'occurrence l'Union algérienne des sociétés d'assurance et de réassurance (UAR).

La plate-forme de revendications en question porte notamment, selon des sources proches de la coordination syndicale du secteur des assurances, sur la révision du régime salarial et du régime indemnitaire. «Elle a été remise en mains propres au président de l'UAR en janvier dernier,

mais ce dernier n'a pas daigné donner suite à nos doléances.»

Pour sa part, la Fédération nationale des travailleurs des banques et assurances, affiliée à l'UGTA, n'a pas hésité à apporter son soutien aux travailleurs du secteur des assurances. Dans un communiqué rendu public vendredi, ladite Fédération explique que ce mouvement de protestation se veut comme une «première action contre la politique d'exclusion pratiquée au sein de la corporation». «Notre principale revendication est un salaire fixe et respectable et devant l'intransigeance du P-dg de l'UAR, nous sommes obligés de recourir à cette grève», explique un membre de la Fédération.

Cette action, selon le communiqué de la Fédération, fait suite au refus des principaux responsables des sociétés membres de



Les travailleurs des assurances sont mobilisés pour réaliser leurs attentes.

l'UAR (Caar, Caat, SGCI, SAA, CCR, Cagex) de rejoindre à la table des négociations, les représentants des travailleurs.

Ces derniers, structurés dans neuf conseils syndicaux de neuf entreprises d'assurances et affiliés à la Fédération des travailleurs des secteurs des banques et

assurances, se sont réunis le 20 juin dernier, au siège de la Fédération nationale des travailleurs des banques et assurances (FNTBA), et ont accordé un délai d'une semaine aux employeurs pour reprendre les négociations sur leurs revendications.

La Fédération demande aussi aux travailleurs du secteur de «rester vigilants, unis, solidaires et mobilisés derrière cette action qui tend à réaliser leurs attentes».

Il est à noter qu'à la différence des travailleurs des banques, ceux du secteur des assurances se considèrent lésés dans le volet salarial. La Coordination des banques avait réglé la problématique des salaires au lendemain d'une réunion marathon avec les responsables de l'ABE.

Pour rappel, la convention de branches signée entre la Coordination des banques et l'Association des banques publiques et établissements financiers stipule une augmentation du salaire de base variant entre 12% et 20%.

A cette même date, les syndicalistes du secteur des assurances avaient déjà revendiqué la revalorisation des salaires, voire «l'urgence de parapher le document en question et permettre aux travailleurs du secteur de bénéficier des avantages de cette revalorisation».

A. B.

MODERNISATION DU SERVICE NATIONAL 24 bureaux de wilaya réceptionnés

Afin de se rapprocher davantage des citoyens et leur faire éviter de longs déplacements pour la régularisation de leurs situations vis-à-vis du service national, l'Armée nationale populaire (ANP) a lancé un plan d'envergure pour la restructuration du service national, entre autres l'ouverture de bureaux au niveau des 48 wilayas du pays.

Mehdi Mehenni - Alger (Le Soir) - Ce plan qui était au stade de la réflexion en 2006 a été concrètement entamé à partir de 2009 et a déjà permis la réalisation de 24 bureaux de service national (BSN), au niveau des différentes wilayas du pays, selon le lieutenant-colonel Belkacem Abdelhak, sous-directeur au niveau de la direction du service national.

Ce dernier, interrogé hier, à l'occasion de l'exposition «Mémoires et Réalisations», organisée par l'Armée nationale populaire du 7 au 19 juillet à la Safex, dira à ce propos : «Avant, nous avions 13 bureaux de service national au niveau du territoire national et les citoyens étaient contraints de se déplacer, à titre d'exemple, d'Adrar à Béchar ou d'In Salah à Tamanrasset pour régulariser leurs situations. Certains traversaient même des centaines de kilomètres pour le faire.

Actuellement, avec l'ouverture des 24 BSN opérationnels, les citoyens en âge de passer le service national peuvent s'inscrire et accomplir le nécessaire au niveau de leurs wilayas respectives. Notre premier souci étant de se rapprocher davantage du citoyen et aller vers lui.»

Selon toujours le lieutenant-colonel Belkacem Abdelhak, le reste des bureaux de service national sera réceptionné au plus tard début 2014. Il est également à signaler que le 25^e BSN sera inauguré dans quelques jours à Sidi Bel-Abbès en attendant la livraison de trois autres BSN au cours du mois d'août, dira un autre cadre de l'armée rencontré sur les lieux. «Il faut savoir que l'ouverture de ces bureaux inclut également une autre approche, à savoir celle de l'amélioration de la prestation vis-à-vis du citoyen, ce qui d'ailleurs, peut influencer positivement sur son comportement», a-t-il enfin conclu.

M. M.

IL SERA RENDU PUBLIC À LA RENTRÉE SOCIALE

Nabni finalise son rapport

L'initiative Nabni arrive au terme d'un long processus de réflexion. Le rapport Algérie 2020 qui rassemblera la synthèse des travaux des différentes problématiques débattues sera rendu public à la rentrée sociale.

Nawal Imès - Alger (Le Soir) - C'est avec les thèmes du «vivre-ensemble» et de la «gouvernance» que l'initiative Nabni clôture ses cycles de débats. Dès l'automne, le rapport finalisé sera rendu public. Les membres du réseau avertissent cependant : toutes les propositions restent les bienvenues en vue d'enrichir le rapport final. Le D^r Meziani Doufikhar, membre du comité

de rédaction sur le thème de la santé, affirme que 10 000 mails contenant des propositions ont déjà été reçus. Ils ont été analysés et classés. Certains ont même été à l'origine de la modification de certains passages du rapport. Ce dernier sera complété avec le fruit de la réflexion autour du thème du «vivre-ensemble» et de «la gouvernance». Les participants à la journée de clôture des

publications de la vision Algérie 2020 ont eu à débattre de sujets liés à la qualité de vie au sein de la société, la culture, la ville, l'urbanisme et les contraintes administratives. Le thème «gouvernance», quant à lui, a clôturé l'ensemble des publications thématiques et constitue, selon Nabni, «la colonne vertébrale de la vision Algérie 2020. En effet, tous les chantiers présentés reposent sur la rupture fondamentale dans la gouvernance de l'Etat et de ses institutions. Les chantiers proposés nécessitent non seulement un renforcement des institutions, mais surtout

une refonte de la gouvernance de l'Etat, vers plus d'ouverture, de transparence, d'évaluation, d'implication des acteurs et de redevabilité envers le citoyen».

Les participants au dernier round de discussions ont mis l'accent sur la nécessité de redéfinir la notion de citoyen, sa relation avec l'administration et de l'occupation de l'espace public. Auparavant, le réseau Nabni avait ouvert le débat sur les thèmes de l'économie, de l'éducation et de la santé avec, à chaque fois, un état des lieux et des propositions qui seront inclus dans le rapport final.

N. I.

PORTES OUVERTES POUR LES NOUVEAUX BACHELIERS

Les universités présentent leurs offres de formation

Le ministère de l'Enseignement supérieur organise depuis hier et ce, jusqu'au 20 juillet, des portes ouvertes sur l'université au profit des nouveaux bacheliers. Un seul endroit, le Palais des expositions des Pins maritimes, pour s'informer des procédures et des formations qu'offrent les universités.

Salima Akkouche - Alger (Le Soir) - Le diplôme du bac enfin dans la poche, les nouveaux bacheliers affrontent une nouvelle étape : quelle filière choisir pour ses études supérieures ?

La procédure s'avère souvent délicate. Pour les aider à faire le bon choix, le ministère de l'Enseignement supérieur a organisé des portes ouvertes sur l'université pour les nouveaux bacheliers. Universités, centres universitaires, écoles

préparatoires et écoles supérieures de différentes wilayas ont posé bagages pour deux semaines à la Safex.

Le nouveau bachelier peut ainsi s'enquérir sur place des différentes filières et formations supérieures qu'offrent ces établissements de l'enseignement supérieur. Les directeurs pédagogiques présents répondront à toutes les questions des candidats, dont le premier souci est de savoir si avec leur moyenne ils peuvent accéder à la filière de leur choix.

Cependant, au ministère de l'Enseignement supérieur on affirme déjà que vu le nombre de bacheliers ayant décroché leur bac avec mention, «les places s'achèteront très cher cette année».

Ce département souligne que les pré-inscriptions en ligne se dérouleront du 9 au 13 juillet. Les confirmations se feront entre les 14 et 15 du mois en cours. Les

candidats prendront connaissance de leur affectation à partir du 22 juillet. Les non-satisfaits, pourront éventuellement introduire un recours entre le 22 et le 24 juillet.

Les inscriptions définitives auprès des établissements d'affectation se feront du 26 au 30 juillet. Pour l'accès à certains établissements, les tests d'aptitude et entretiens se feront du 23 au 26 juillet.

Le candidat aura à choisir entre cinq domaines de formation. Il s'agit d'une formation dans le système LMD, dans les filières à recrutement national, dans les écoles et classes préparatoires intégrées, les écoles nationales supérieures ou une formation dans le système classique.

Soulignons, par ailleurs, que les formations dans les domaines de pharmacie et de chirurgie dentaire, dont le cycle passe cette année à 6 ans au lieu de 5, sont les plus demandées.

S. A.